



## **DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°5**

### **LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

La Constitution est au sommet de la hiérarchie des normes, mais cela ne va pas forcément de soi dans un ordre juridique chaque jour plus complexe. C'est pourquoi des procédures de contrôle de constitutionnalité ont été mises en place à travers la création du Conseil constitutionnel. Il s'agit d'une juridiction dotée de compétences variées, mais ce n'est pas une cour suprême au-dessus du Conseil d'État et de la Cour de cassation.

#### **La composition du Conseil constitutionnel**

Le Conseil constitutionnel est composé de neuf membres, nommés pour 9 ans et renouvelés par tiers tous les trois ans. Ces membres sont désignés par le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat. A ces neuf membres s'ajoutent les anciens Présidents de la République, s'ils n'exercent plus de mandat électoral (qui est une incompatibilité de fonction). En 2013, cela concerne donc Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy.

A noter qu'aucune qualification d'âge ou de profession n'est requise pour devenir membre du Conseil constitutionnel, ce qui est un fait unique en Europe pour les institutions similaires. Mais depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, la procédure de nomination fait intervenir pour avis, selon des modalités variables en fonction de l'autorité de nomination, la commission des lois constitutionnelles de chaque assemblée. Par un vote à la majorité des trois-cinquièmes, il peut être fait obstacle à la nomination du candidat pressenti par l'autorité de nomination.

Le président du Conseil constitutionnel est Jean-Louis Debré depuis février 2007.

#### **Le rôle du Conseil constitutionnel**

Institué par la Constitution de la Ve République, le Conseil constitutionnel ne peut se rattacher à aucun précédent institutionnel. Il ne se situe au sommet d'aucune hiérarchie de tribunaux ni judiciaires ni administratifs.

La compétence du Conseil constitutionnel est délimitée par la Constitution mais précisée et complétée par des lois organiques. Son rôle principal est de se prononcer sur la conformité à la Constitution des lois et de certains règlements, et de veiller à la régularité des élections nationales et référendums.

Les attributions que lui confient les textes peuvent se ranger en deux catégories : une compétence juridictionnelle et une compétence consultative.

### **La compétence juridictionnelle du Conseil constitutionnel**

La compétence juridictionnelle du Conseil constitutionnel comprend deux contentieux distincts : le contentieux normatif d'une part, le contentieux électoral et référendaire d'autre part. Cela signifie que le Conseil constitutionnel juge de la constitutionnalité des lois et veille à la régularité de l'élection du Président de la République et des parlementaires, mais aussi de la régularité des opérations de référendums.

Largement ouvertes aux électeurs, les saisines du Conseil en matière électorale ont vu leur nombre considérablement augmenter à la suite du vote de la législation organisant et contrôlant le financement des dépenses électorales dont le Conseil est juge pour les candidats aux élections législatives et présidentielle. Ainsi, au 4 octobre 2012, le Conseil constitutionnel avait rendu 2871 décisions en matière électorale... pour 889 décisions sur le contentieux des normes !

### **La compétence consultative du Conseil constitutionnel**

Le Conseil constitutionnel émet un avis lorsqu'il est consulté par le chef de l'État sur la mise en œuvre de l'article 16 de la Constitution, et ultérieurement sur les décisions prises dans ce cadre. Il vérifie si les conditions de mise en œuvre sont toujours réunies, soit à la demande d'un président d'assemblée (ou 60 députés ou 60 sénateurs) au bout de 30 jours, soit de plein droit au bout de 60 jours et à tout moment au-delà de cette durée.

Par ailleurs, le Gouvernement consulte le Conseil sur les textes relatifs à l'organisation du scrutin pour l'élection du Président de la République et le référendum. Le Conseil formule également des observations sur les élections parlementaires et présidentielles passées ainsi que sur les prochaines échéances électorales, afin de proposer aux pouvoirs publics toutes mesures susceptibles d'améliorer le déroulement de ces élections.